"ment mutuel, mais sur le prix de vente dudit terrain, "ledit H. Legault devra d'abord toucher avant tout la "somme de cinq mille piastres, et la balance dudit prix "de vente ledit H. Legault & V. Jasmin devront la par-"tager par moitié égale pourvu cependant que la somme "totale revenant audit H. Legault ne soit pas moindre "de neuf mille piastres.

"La vente de tout ou partie dudit terrain devra se "faire avec le consentement des deux signataires et le "coût des améliorations faites par l'un ou par l'autre "sera payé après paiement de ladite somme de \$5,000 "à H. Legault.

"Ces améliorations devront être faites après avis et "consentement de l'un et de l'autre.

"Chacun des deux devra faire son possible pour obteur "le plus haut prix sur la vente de ladite propriété.

"Au cas de décès de l'un ou de l'autre toutes dépenses "faites pour améliorations seront remboursables aux hé-"ritiers ou ayant cause du prédécédé."

parait être plutôt un acte de donation entrevifs du propriétaire (qui serait toutefois nul, ayant été fait sous seing privé, et sans enregistrement) qu'un acte de société. Néanmoins, vu que les parties l'ont traité comme une société, la Cour devra le considérer comme tel.

Le règlement des comptes des associés d'une société dissoute doit, en règle générale, se faire par une action pro socio, lorsque ces comptes sont incertains et indéterminés. Dans l'espèce ci-dessus, une action formée par l'un des associés pour un montant fixe des dommages sera rejetée. B. R.—Jasmin v. Jasmin, 411.

CONTRAT, interprétation, doute: Quand un doute raisonnable existe sur la question de l'existence du consentement de l'une des parties, une cour de justice doit décider que ce consentement n'existe pas et ne peut être mis à effet. C. rev.—Béland v. Quebee Southern Ry Co., 58.

CONTRAT, option, transport, interprétation, vente: Une offre d'achat faite le 27 février dans les termes ci-dessous: "Montréal, fév. 27, 1912. Offre d'achat à M. J. A. Dansereau. Je soussigné Geo. Dubois de la cité de